



HAL
open science

Le Bicentenaire dans l'agglomération dijonnaise

Philippe Poirrier

► **To cite this version:**

Philippe Poirrier. Le Bicentenaire dans l'agglomération dijonnaise. La France des années 80 au miroir du Bicentenaire de la Révolution française, IHTP-CNRS, pp.4-24, 1993. halshs-00602850

HAL Id: halshs-00602850

<https://shs.hal.science/halshs-00602850>

Submitted on 23 Jun 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Source : Philippe Poirrier, Le Bicentenaire dans l'agglomération dijonnaise dans *La France des années 80 au miroir du Bicentenaire de la Révolution française. (lettre d'information n° 8)*. Paris : IHTP-CNRS, 1993. p. 4-24.

LE BICENTENAIRE DANS L'AGGLOMERATION DIJONNAISE

Le Bicentenaire dans l'agglomération dijonnaise : le questionnement porte sur le rôle de quelques municipalités (Dijon, Chenôve et Quétigny) de l'agglomération, des autres collectivités territoriales (Conseil général de la Côte d'Or, Conseil régional de Bourgogne) et du réseau associatif dans l'organisation de la commémoration du Bicentenaire de la Révolution française.

En choisissant l'étude de la commémoration à l'échelon local, notre recherche pose la question de la pertinence de l'approche monographique. S'agit-il alors de reformuler le débat de la « départementalisation » de l'histoire de France mené jadis par Jacques Rougerie¹ ? Oui, si on considère seulement que la multiplication de monographies locales apportera une meilleure connaissance du Bicentenaire et par extension de l'histoire culturelle de la France contemporaine. De telles études permettront certes de mieux connaître les rapports culturels Paris-province et Etat central-collectivités locales. Notre démarche participe à cette optique mais voudrait également la dépasser. En effet, les relations centre/périphérie participent au champ sans pour autant le réduire. L'étude d'une commémoration à l'échelle locale s'inscrit (sans doute davantage ?) dans la compréhension même du local. Pour cette raison, c'est plus une « histoire du local » qu'une « histoire locale » — comprise par l'historiographie française le plus souvent comme le champ réservé de l'érudit et de l'amateur² — dont il s'agit. Il reste néanmoins vrai que l'articulation centre/périphérie, pouvoirs locaux/pouvoir central demeure au centre du questionnement. Aussi, et au-delà des modalités de fonctionnement de la commémoration à l'échelon local, l'observation à cette échelle permet de confronter deux représentations du Bicentenaire : à la vision d'en haut, largement privilégiée par la Mission du Bicentenaire comme par l'ensemble des médias nationaux (parisiens), la

¹ J. ROUGERIE. Faut-il départementaliser l'histoire de France ? *Annales ESC*. janvier-février 1966. p. 178-193 et P. LEUILLOT. Défense et illustration de l'Histoire locale. *Annales ESC*. janvier-février 1967. p. 154-177 et Histoire locale et politique de l'histoire. *Annales ESC*. Janvier-février 1974. p. 139-150.

² Voir en dernier lieu : J. JACQUART. Histoire générale, histoire locale dans A. CROIX et D. GUYVARCH. (dir.). *Guide de l'histoire locale*. Paris : Seuil, 1990. p. 25-32 et surtout G. THUILLIER et J. TULARD. *Histoire locale et régionale*. Paris : PUF, 1992. 123 p. Pour une réhabilitation de l'histoire locale : cf. L. VADELORGE. Un nouveau paradigme. Pour l'histoire culturelle de la France contemporaine : le local. *Lettre d'information du séminaire "politiques et institutions de la France contemporaine"-IHTP*. septembre 1991. n° 4. p. 3-4.

vision par le bas peut contribuer à nuancer à la fois les jugements d'ensemble et même les inflexions chronologiques. Ainsi, par exemple, le basculement de l'opinion publique (ou simplement des médias ?) après le succès du défilé du 14 juillet mis en scène par Jean-Paul Goude semble ici peu pertinent. Alors qu'à Paris le mois de juin est marqué par l'échec de l'opération Tuileries 89, la commémoration bat ici son plein et rencontre un net succès public.

Trois aspects principaux nous retiendrons : les formes prises par la commémoration, les enjeux et messages affichés par les principaux acteurs et enfin la présence de discours et pratiques opposés à la commémoration. Mais avant d'interroger ces dispositifs politico-culturels, il s'agit de présenter sommairement le contexte politique local et l'ensemble des acteurs³.

Contexte politique et acteurs

L'agglomération dijonnaise et ses 225500 habitants est largement dominée par sa ville centre. Dijon, capitale de la région Bourgogne, comptabilise à elle seule, avec 151600 habitants, plus de 67 % des habitants de l'agglomération. Le paysage politique local est, depuis près d'un siècle, structuré par les forces conservatrices : si on excepte la courte période du Front populaire, la mairie a toujours appartenu à des hommes de droite. C'est à la suite du long mandat du chanoine Kir, maire de 1945 à 1968, que le gaulliste Robert Poujade conquiert en 1971 l'hôtel de ville. En mars 1989, élu pour la quatrième fois dès le premier tour, il s'impose avec près de 59 % des suffrages exprimés (68,3% en 1983) devant la liste PS-PC (34,8 %) et le Front national (6,39 %)⁴. Le Conseil général de Côte d'Or et la Région, depuis 1986, possèdent également une majorité RPR-UDF. Les deux autres villes choisies pour notre étude appartiennent à ce que l'on peut dénommer la « couronne rose », certes fragilisée depuis 1983, de l'agglomération : à Chenôve (un peu moins de 18000 h) comme à Quétigny (8748 h), la tradition socialiste est solidement ancrée, ce que confirment les résultats des municipales de 1989 : respectivement 71,5 % et 64 % des suffrages exprimés.

La « société culturelle » dijonnaise est construite autour de trois réseaux : les professionnels du spectacle vivant intégrés à des institutions culturelles, le réseau académique structuré autour de l'Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres, réseau

³. Nous avons, en février-mars 1993, recueilli les témoignages de Jean Bart (Université de Bourgogne), Jean-François Bazin (Ville de Dijon et Région Bourgogne), Pierre Blondeau (correspondant local de la Mission), Roland Carraz (maire de Chenôve), Pierre Lévêque (Université de Bourgogne), Roland Philliot (FOL 21), Jean Theuret (Vive 89) et Hervé Vouillot (maire de Quétigny).

⁴. Les résultats des élections législatives de 1988 permettent de mieux saisir la configuration du paysage politique local. La ville de Dijon est partagée en trois circonscriptions sur les cinq que compte la Côte d'Or. Robert Poujade (cantons 5, 6, 7) est élu dès le premier tour : RPR-UDF (51,95 %); PS (35,2 %); FN (8,23 %); PC (4,62 %). De même, Roland Carraz (cantons 2 et 4), maire socialiste de Chenôve, est élu dès le premier tour avec 50,8 % des voix. Dans la troisième circonscription, Louis de Broissia (RPR) — en outre président du directoire du principal quotidien côte d'orien *Le Bien Public* — l'emporte au second tour avec 51,77 % des voix sur le candidat socialiste.

dominant dans la sphère patrimoniale et les mouvements d'éducation populaire. Ces derniers sont, compte tenu la structure du paysage politique de l'agglomération, dans une situation très fragile : ainsi, le CLEF 89 de Côte d'Or, privé de subventions publiques conséquentes, ne peut envisager qu'un programme modeste. En déficit, c'est la Fédération des œuvres laïques (FOL) qui comble la trésorerie. Une vive polémique s'engage d'ailleurs en mars 1989 entre le CLEF 89 et le Conseil général de la Côte d'Or sur les modalités de financement. D'une manière plus générale, la nouvelle politique des collectivités locales qui consiste à subventionner désormais des projets précis et non plus le fonctionnement même de la FOL défavorise grandement cette dernière et peut, à terme, remettre en cause l'existence même du réseau associatif. Constitué d'une cinquantaine d'organismes et de personnalités, il regroupe autour de l'axe FOL/LDH les différentes composantes du réseau laïc : des partis politiques (PC, PS, PSU, MRG), des syndicats et comités d'entreprises (CFDT, CGT, FEN, SNI, FO, Syndicat de la Magistrature, CER SNCF, FCPE) et des associations culturelles (Cercle Laïque Dijonnais, Libre Pensée, Francas, UTB). Mais le programme du CLEF apparaît plus comme la juxtaposition des quelques projets portés par les organismes et personnalités adhérents que comme un ensemble reposant sur un projet cohérent. Certes, la philosophie des droits de l'homme est bien le socle commun à l'ensemble des organismes représentés. En fait, seules 10 des 15 actions évoquées initialement seront réalisées. Ainsi, et pour des raisons essentiellement financières, l'ambitieux projet d'un « Espace expression révolution » à Dijon, conçu comme un lieu permanent de rencontres, n'aboutira pas. On est loin du dynamisme du CLEF 89 voisin de Saône et Loire, lui dans un environnement socio-politique nettement plus favorable, ou encore du CLEF 89 de Haute-Garonne souvent pris en exemple. Reste que le Bicentenaire inaugure ici une politique de coopération étroite entre la FOL et la LDH, politique qui s'élargira ensuite au MRAP, à la LICRA et à SOS Racisme dans le cadre du collectif Dialogue et vigilance antiraciste (DIVA)⁵. De même, la faiblesse du réseau communiste ne permet guère la constitution d'une association Vive 89 bien dynamique. Une exposition itinérante « Liberté des Arts », labellisée par la Mission du Bicentenaire, coréalisée avec la Chambre de Commerce et d'industrie de Dijon et le Comité d'établissement SNCF, peut se dérouler en mars⁶. De même, toujours en partenariat avec le Comité d'établissement SNCF mais aussi la Caisse d'action sociale de l'EDF et le Comité d'entreprise de la SEITA, l'association, forte d'une centaine d'adhérents, organise une soirée spectacle associant audio-visuel, chansons et débat⁷. A la veille des élections municipales, le Parti communiste organisera également un gala sur le thème « il reste des Bastilles à Prendre » avec le chansonnier Marc Ogeret et Antoine Casanova, membre du Bureau politique du PCF et responsable des questions intellectuelles⁸. Quant au parti socialiste, l'intensité des luttes de courant au sein de la Fédération côte d'orientale paralyse toutes les tentatives communes et notamment les possibilités d'action intercommunales. A Chenôve comme à Quétigny, les municipalités

⁵. Archives de la FOL 21. Bilan moral du CLEF 89.

⁶. *Les Dépêches*. 15 mars 1989. L'exposition sera ensuite présentée dans les villes suivantes : Chalon, Macon, Dole, Les Laumes, Besançon.

⁷. *Le Bien Public*. 17 mai 1989 et *Vive 89. Bulletin de l'association côte-d'orientale pour la célébration du Bicentenaire de la Révolution française*. 1989. 3 n°.

⁸. *Avenir Dijon. supplément à l'Avenir de la Côte d'Or*. n° 228. février 1989.

s'appuient davantage sur le réseau associatif mais là aussi l'autonomisation des politiques culturelles municipales depuis quelques années tend à favoriser une gestion directe des affaires culturelles par les villes.

Cette commémoration voit l'intervention dans la vie de la cité d'un dernier acteur : l'Université. L'historien est ici convoqué en tant qu'expert : porteur d'un savoir historique qu'il s'agit de transmettre, il apparaît comme un des médiateurs essentiels au sein du dispositif commémoratif. De surcroît, l'Université de Dijon est considérée par les observateurs (parisiens) comme un des pôles universitaires où l'histoire de la Révolution française se construit. Cette allégation n'est pas inexacte mais elle mérite d'être fortement nuancée. Sans remonter au passage, certes fondateur, de Albert Mathiez dans l'entre-deux-guerres, la présence au sein du Département d'histoire de plusieurs spécialistes de ce champ historique est une des données qui caractérisent les années soixante et suivantes. Mais, à la fin des années quatre-vingt, la configuration n'est plus la même : les départs à la retraite de J.-R. Surateau (1985) puis de D. Ligou (1988) signifient dans une large mesure la fin de cette spécificité dijonnaise⁹. Certes, D. Ligou restera une année supplémentaire en surnombre et consacrera son enseignement de licence en 1988-1989 à la Révolution française. Mais son successeur, Benoît Garnot, un dixhuitiémiste « pur », ne s'aventure guère sur ce terrain historiographique. Aussi, à la veille du Bicentenaire, c'est plutôt Pierre Lévêque qui fait figure de principal médiateur. Ce contemporainiste, ruraliste et auteur d'une grande thèse sur la Bourgogne de la Monarchie de Juillet, n'ignore pas la Révolution française : dès 1966, il avait édité un recueil de textes sur la Révolution en Côte-d'Or¹⁰. Sa position au sein des grands courants historiographiques n'est pas univoque. Homme de conviction, candidat aux élections municipales de 1965 sur une liste d' « Union démocratique » (SFIO-PCF), co-fondateur de la CIR en Côte-d'Or à la fin des années soixante, il est considéré en 1989 comme un « sage » par la Fédération locale du Parti socialiste. Cet ancrage à gauche, clairement affiché, le rapproche sans aucun doute des options choisies par l'Institut d'Histoire de la Révolution française. Ainsi, par exemple, il collabore au numéro des *Annales historiques de la Révolution française* (1988-4) consacré au Morvan révolutionnaire¹¹. Mais Pierre

⁹. En 1988, le Département d'histoire recrutera, comme maître de conférences d'histoire contemporaine, une élève de Daniel Ligou : Annie Bleton-Ruget, auteur, en 1979, d'une thèse de troisième cycle intitulée : *La Bresse louhannaise à la veille de la Révolution*. En 1989, Annie Bleton-Ruget participe aux commémorations du Bicentenaire, mais en Saône-et-Loire dans le cadre notamment des activités de l'Ecomusée de la Bresse bourguignonne, en publiant : *Les Cahiers de doléances de la Bresse bourguignonne*. Pierre de Bresse : Ecomusée de la Bresse bourguignonne, 1989. 310 p et Louhans et la Révolution. *Société des Amis des arts, sciences archéologie et histoire locale de la Bresse louhannaise*. 1989. n° 17. p. 12-25.

¹⁰. P. LEVEQUE. *Documents d'archives. La Révolution de 1789 en Côte-d'Or*. Préface de D. Ligou. Dijon : CRDP, 1966. 90 p. Dans le cadre du Bicentenaire, une version remaniée et augmentée de cet ouvrage sera publiée : P. LEVEQUE, S. LOCHOT et E. LOCHOT. *La Révolution en Côte d'Or*. Préface de J. Bart. Dijon : CRDP, 1989. 170 p.

¹¹. Réédité également en 1989 : J. BART. (présenté par). *Le Morvan révolutionnaire : recherches sur les origines des traditions politiques en Morvan (18e- 19e s.)*. Paris-Dijon

Lévêque n'en est pas moins étroitement lié au réseau de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales. Il participe à plusieurs reprises aux grandes enquêtes nationales menées par l'EHESS. En outre, en 1983, l'EHESS publie le premier volume de sa thèse, soutenue en 1977 à l'Université de Paris IV¹². C'est également à Pierre Lévêque que font appel André Burguière et Jacques Revel pour rédiger les pages consacrées à l'histoire contemporaine dans le second tome (L'Etat et les pouvoirs) de *l'Histoire de la France* publiée en 1989 aux éditions du Seuil¹³. Ce positionnement peut, à l'occasion, avoir des conséquences pratiques à l'échelon local : ainsi, en 1987, lorsque l'Association bourguignonne culturelle (ABC) fait appel à Pierre Lévêque pour organiser une série de conférences, véritable prologue local au Bicentenaire, consacrée à la Révolution française, c'est ce réseau là qui est privilégié : Ran Halévi mais surtout Mona Ozouf et François Furet donnent le ton, associés il est vrai à des historiens locaux. Ici, l'historien et le citoyen/militant ne font qu'un : c'est d'ailleurs Pierre Lévêque qui présidera le CLEF de Côte-d'Or. Il faut noter également le rôle actif joué par les historiens du droit du Centre Georges Chevrier réunit autour de leur directeur Jean Bart, par ailleurs président du Comité départemental de l'histoire de la Révolution, sur des positions proches de l'Institut d'histoire de la Révolution française. Les étudiants du département d'histoire se mobilisent également dans le cadre d'une « association pour le Bicentenaire de la Révolution française de 1789 », publient un journal « Citoyens-étudiants » et organisent quelques conférences¹⁴. L'Université de Bourgogne organisera de même trois colloques liés à l'histoire de la Révolution française : « l'histoire militaire de la Révolution française » (Dijon-Auxonne, septembre 1988), « Révolution et droit international » (septembre 1989) et « Corps et Révolution » (Dijon-Chenôve, septembre 1989). Cette participation active de l'Université mérite d'être soulignée à la fois pour son exceptionnalité — sise sur un campus extérieur, l'Université de Bourgogne est assez peu intégrée à la vie culturelle de la cité — mais aussi pour la légitimité qu'elle confère localement à la diffusion de la mémoire savante.

Enfin, le Bicentenaire donne naissance à un acteur spécifique : le correspondant local de la Mission. C'est en novembre 1987 qu'est désigné en Côte d'Or le correspondant de la Mission du Bicentenaire. Conseiller honoraire à la Cour d'Appel de Dijon, Pierre Blondeau apparaît comme une personnalité peu engagée, susceptible d'incarner le

: Société des études robespierristes-Comité départemental pour l'histoire de la Révolution française en Côte d'Or, 1989. 138 p ; cf. P. LEVEQUE. Un canton rouge en Autunois aux 19e et 20e siècles : Issy-l'Evêque. p. 69-86.

¹². P. LEVEQUE. *Une société provinciale : la Bourgogne sous la Monarchie de Juillet*. Paris : EHESS, 1983.

¹³. P. LEVEQUE. Les Français et le pouvoir politique (de 1789 à nos jours) dans A. BURGUIERE et J. REVEL. (dir.). *Histoire de la France : l'Etat et les pouvoirs*. Paris : Seuil, 1989. p. 361-488. En plus des deux directeurs, tous les autres collaborateurs de ce volume appartiennent à l'EHESS : R. Descimon, A. Guéry, J. le Goff et P. Rosanvallon. Pierre Lévêque est également l'auteur de la notice « histoire politique » dans un des bréviaires de l'Ecole des Annales : P. LEVEQUE. Histoire politique dans A. BURGUIERE. (dir.). *Dictionnaire des sciences historiques*. Paris : PUF, 1986. p. 515-522.

¹⁴. *Le Bien Public et Les Dépêches*. 20 janvier 1989.

consensus¹⁵. Il s'entoure d'une équipe comprenant des universitaires (J. Bart, P. Lévêque, D. Ligou) et des responsables des institutions culturelles locales (DRAC, Bibliothèque municipale de Dijon, Musée des Beaux-Arts, Archives départementales de la Côte d'Or). Les premières réunions de concertation ont lieu au printemps 1988 et dès juillet de la même année la presse se fait l'écho des nombreux projets envisagés¹⁶. Mais au-delà de cette concertation, sans grandes conséquences pratiques, et la distribution du *label*, les fonctions réelles du correspondant local semblent bien minces. Un épisode secondaire témoigne de l'incapacité d'action de la Mission locale. En septembre 1988, l'équipe qui entoure Pierre Blondeau sollicite de la Mission le label pour la publication dans la presse d'une chronique bi-mensuelle annonçant à la fois les faits marquants de la commémoration mais permettant aussi la publication de documents annotés. La réponse sera négative : la Mission prétextant que les articles de presse sont susceptibles d'entraîner de multiples polémiques. Ce projet, somme toute modeste, sera réalisé sans l'aide de la Mission, grâce à l'obligeance des deux quotidiens locaux : *Le Bien Public* et *Les Dépêches*¹⁷. Et en décembre 1989, lorsque le correspondant local tirera le bilan du Bicentenaire, celui-ci se résumera à la mise en avant, simple catalogue, des actions entreprises par les différentes collectivités locales¹⁸. Aussi, l'ensemble des acteurs s'accordent, non sans raison, à n'attribuer qu'un très faible rôle à la Mission locale dans l'organisation réelle de la commémoration. En outre, les élus locaux (surtout de l'opposition) ne manquent pas de dénoncer à plusieurs reprises l'incapacité financière du correspondant local de la Mission — celui-ci ne dispose pas d'un budget propre et devra même payer sur ces fonds personnels ces voyages à Paris — et surtout l'action qui apparaît comme fortement centralisée, voire même exclusivement parisienne, de la Mission du Bicentenaire. Reste que la presse locale vit dans cette institution une garantie contre les dérapages partisans¹⁹. Enfin, les collectivités locales suivirent deux des opérations directement impulsées par la Mission : « envol 89 » à Dijon le premier janvier devant un maigre public de deux cent personnes²⁰ et surtout la plantation des « arbres de la Liberté » le 21 mars à Dijon, Chenôve et Quetigny. De même, la ville de Dijon est représentée lors de la commémoration des Etats-Généraux à Versailles le 4 mai²¹.

Formes

¹⁵. Au mois d'avril 1989, il laissera sa place, pour des raisons de santé, à Bernard Zahra, nouveau sous-préfet de Montbard. Ce dernier, ancien professeur d'histoire, sera très présent sur le terrain (des manifestations) pendant l'année 1989.

¹⁶. *Les Dépêches*. 27 juillet 1988.

¹⁷. Bibliothèque municipale de Dijon (L IV-362) et Archives Pierre Blondeau. Lettre de P. Blondeau à la Mission, 30 septembre 1988 et lettre de P. Blondeau à l'équipe culturelle de la Mission locale, 25 octobre 1988. Les textes publiés dans les deux journaux locaux sont de J. Bart, C. Foulcher-Massip (ADCO) , P. Lévêque, E. Lochot (Archives municipales de Beaune, D. Peyceré (ADCO), A. Poirot (Bibliothèque municipale) et R. Poujade.

¹⁸. *Les Dépêches*. 27 et 28 décembre 1989.

¹⁹. *Le Bien Public*. 3 août 1988.

²⁰. *Le Bien Public* et *Les Dépêches*. 2 janvier 1989.

²¹. *Le Bien Public*. 13 mai 1989.

Si on retient les modalités prises par les nombreuses manifestations de cette commémoration, deux caractéristiques peuvent être mises en évidence : l'importance de la médiation et surtout la forme culturelle nettement privilégiée.

La forme la plus manifeste de la médiation est ici la conférence : plusieurs cycles de conférences permirent à tous d'accéder à la mémoire savante. Après la série organisée dès 1988 par l'Association bourguignonne culturelle, c'est surtout le cycle, organisé par la ville de Chenôve, « les grands acteurs de la Révolution française », cycle clôturé par une communication de Michel Vovelle qui fut remarqué²². L'Université pour Tous (UTB) mit sur pied également un cycle de six conférences sur « les grandes idées de la Révolution ». Enfin Pierre Lévêque et Jean Bart multiplièrent les interventions ponctuelles suite aux demandes des collectivités locales et associations de l'agglomération. Ainsi, par exemple, le service de formation permanente du diocèse demandera à Jean Bart une intervention sur le thème « chrétiens en Côte d'Or après 1789 »²³, Claude Mazauric, invité par l'association locale Vive 89, devra finalement décliner l'offre. De même, une large partie des séances de l'Académie des Arts, Sciences et Belles-Lettres de Dijon est consacrée à des thèmes liés à la Révolution. La ville de Quétigny fera de même appel à deux historiennes : Dominique Godineau et Florence Gauthier.

La municipalité de Quétigny présente d'ailleurs l'exposition « la Révolution française, premières révolutions des droits de l'homme », réalisée par cette dernière, et coproduite par la Fédération Léo-Lagrange et Culture et Loisirs. L'exposition est un procédé très largement usité et l'ensemble des institutions culturelles de la ville de Dijon, archive, musées et bibliothèques, l'utiliseront. Ainsi, par exemple, le Musée des Beaux-Arts présentera une importante exposition, coproduite avec la ville de Paris, consacrée aux fêtes révolutionnaires²⁴. De même les Archives départementales de la Côte d'Or mettent sur pied une exposition consacrée aux cahiers de doléances : « 1789 : les Bourguignons ont la parole ». Cette exposition sera ensuite présentée dans 54 collèges du département²⁵. Le Conseil général de la Côte d'Or, qui ne souhaite pas organiser de « grandes festivités », complète cette action en direction des collèges (« des interlocuteurs privilégiés pour le département ») en organisant un concours pour les classes de 4e : « l'influence de la Révolution française sur les institutions départementales actuelles »²⁶.

22. Adjoint au maire, D. Ligou fera jouer son réseau de relation à l'intérieur du monde universitaire : des historiens locaux (P. Lévêque, J. Bart, F. Fortunet, J. -J. Clere, J.-R. Suratteau), d'anciens élèves (par exemple C. Lamarre, maître de conférences à Lyon III ou encore S. Lochot — auteur, avec M. Perronnet, de *la Révolution dans le département de la Côte d'Or* publié en 1988 chez Horvath), des membres de l'IHRF comme J.-P. Bertaud et J. Guilhaumou, finalement indisponibles.

23. *Les Dépêches*. 26 avril 1989.

24. Voir le catalogue *Fêtes et révolution*. Paris : Ville de Paris-ville de Dijon, 1989. 223 p., avec les contributions de B. de Andia, A. de Baeque, Ch.-M. Bosseno, J. Ehrard, V.-N. Jouffre, S. de Naurois, M. Ozouf et E. Pommier.

25. Voir le catalogue, diffusé à 1000 exemplaires : *1789 : les Bourguignons ont la parole*. Dijon : ADCO, 1989. 85 p. (Cahiers du service éducatif des archives de la Côte d'Or, n° 3). Je tiens à remercier P. Arabeyre qui m'a communiqué ces statistiques.

26. Trois collèges dijonnais remporteront les premiers prix. La revue du département publie également deux textes dont les auteurs appartiennent aux Archives

Vive 89 présente également dans un lycée dijonnais et dans quelques comités d'entreprises l'exposition nationale de l'association. Bien couverte par le *Bien Public*, l'exposition itinérante le « Train de la liberté de la presse » rencontra quant à elle un incontestable succès : plus de 3000 visiteurs en gare de Dijon le 14 juin²⁷.

De fait, la commémoration touche l'ensemble des domaines culturels et artistiques : la musique, le cinéma ou encore le théâtre. Par exemple, l'Été musical propose des œuvres de Gossec, Mehul et la symphonie concertante mêlée d'avis patriotique « citoyen » de Davaux²⁸. De même, le cinéma l'Eldorado organise, avec l'aide financière de la ville de Dijon, un cycle « cinéma et Révolution française » en mars 1989. Trois des quinze films donnent lieu à un débat : *La Marseillaise* de Jean Renoir, *Napoléon Bonaparte* d'Abel Gance, *la Nuit de Varennes* d'Ettore Scola respectivement présentés par P. Lévêque, L. Devance et J.-J. Clere. Le CLEF 89 — en fait l'UFOLEIS — propose aussi un cycle « cinéma révolution » : cinq films dont *La Marseillaise* et *La Terreur et la Vertu* (S. Lorenzi) sont projetés dans les écoles et MJC du département. La ville de Chenôve choisit un projet plus ambitieux : la coproduction, avec 70 autres collectivités locales, de « La folle journée ou le mariage de Figaro » de Roger Coggio. Au-delà du Bicentenaire, cette initiative est présentée comme une œuvre de décentralisation culturelle, permettant de valoriser deux aspects : démocratiser le savoir et réinvestir dans des œuvres populaires avec la notion ludique du spectacle²⁹. De même, dans le cadre de l'Estivade, festival d'été animé par les associations de la ville de Dijon, deux troupes choisiront des pièces liées à des thèmes révolutionnaires : « les Confessions d'Emile » par le Théâtre du Rameau d'Or et surtout « l'année terrible », d'après G. Büchner, par le Grenier de Bourgogne. Mais ici, le texte de Büchner « la mort de Danton » est complété jusqu'à Thermidor afin de mettre en scène deux bourguignons : Carnot et Saint-Just³⁰.

Mais les deux manifestations les plus caractéristiques, faisant appel aux techniques audio-visuelles les plus modernes, sont dues à des initiatives de la Région. « L'oeil de Nicéphore », spectacle d'images, vise à partir de l'évocation de Nicéphore Niepce, de Pierre Larousse et de Gustave Eiffel, à montrer le rôle des bourguignons qui depuis deux cent ans ont marqué les grands changements scientifiques et technologiques. Après une série de 94 représentations dans 16 villes bourguignonnes, ce spectacle, qui a obtenu le label de la Mission, sera présenté en octobre à la Cité des Sciences et de l'industrie de la Villette. En parallèle, le Conseil régional diffuse un journal « Toute l'aventure des sciences et des techniques en Bourgogne. 1789-1989 » et un ouvrage « Tous ces

départementales de la Côte d'Or : D. PEYCERE. Mars-avril 1789 : la Côte d'Or élit ses députés aux Etats généraux. *Côte d'Or*. juin 1989. n° 23. p. 11-13 et C. FOULCHER-MASSIP. 1789 : les élections des députés du bailliage de Chatillon sur Seine. *Côte d'Or*. octobre 1989. n° 24. p. 15-17.

²⁷. *Le Bien Public*. 12,13, 14 et 15 juin 1989.

²⁸. L'Été musicale 89 en harmonie avec le Bicentenaire. *Les Dépêches*. 22 mars 1989.

²⁹. La ville de Chenôve avait déjà participé à la production du film « Le journal d'un fou » de R. Coggio. (*Chenôve aujourd'hui*. septembre 1988. n° 41 et décembre 1989. n° 45).

³⁰. G. BOUCHU. « L'année terrible » au théâtre. Sale coup pour la Révolution. *Le Bien Public*. 11 juillet 1989 et H. FERNEL. « L'année terrible » : le dérapage de la Révolution. *Les Dépêches*. 12 juillet 1989.

Bourguignons qui ont changé le monde »³¹. La technique du concert d'images est reprise pour le spectacle « L'homme est né libre », coproduction de la Région et de la ville de Dijon, réalisée par Jean-Marie Sénia : chansons, récits et illustrations de l'époque sont projetés sur la façade du Palais des Etats de Bourgogne. Les neuf représentations, fin juin, seront couronnées par un net succès public³². Il est vrai que ces deux projets bénéficiaient de budgets à la hauteur de l'ambition affichée : respectivement 4 et 2 millions de francs.

Les pratiques commémoratives les plus traditionnelles s'effacent quelque peu : il en est ainsi des commémorations monumentales avec un sursaut à Chenôve mais pour le Bicentenaire de la République (voir ci-dessous). La dénomination des rues, pratiques complémentaires, subsiste également à Chenôve et à Dijon. Dans ce dernier cas, les choix retenus — rue de la Marseillaise et avenue des Volontaires — feront même l'unanimité de l'ensemble des forces politiques représentées au conseil municipal du Parti communiste au Front national. De plus, le Parti communiste tentera, à plusieurs reprises, mais sans succès, d'obtenir une rue pour Maximilien Robespierre et les socialistes solliciteront de même le retour de la rue Babeuf, créée en 1904 par une municipalité socialiste et effacée de l'espace urbain par le chanoine Kir à la fin des années cinquante³³.

Reste que l'agglomération dijonnaise se caractérise ici, à l'image de la situation nationale³⁴, par la multiplication des manifestations à caractère culturel et artistique. La montée en puissance depuis quelques années des politiques culturelles des collectivités locales explique pour beaucoup cette prégnance du culturel : la commémoration servant alors de thème conducteur à l'ensemble des manifestations. Les commémorations Saint-Bernard en 1990 et Mozart l'année suivante confirmeront cette pratique.

Message(s)

La municipalité de Dijon oriente ainsi une très large partie de sa politique culturelle de l'année 89 autour du Bicentenaire : c'est dans ce cadre là qu'il faut placer les nombreuses initiatives des principales institutions culturelles de la cité. Les thèmes choisis sont dans l'ensemble consensuels et leur traitement strictement historique et culturel : « fête et révolution » au Musée des Beaux-Arts avec de surcroît une illumination tricolore des façades, « être citoyen à Dijon pendant la Révolution » aux Archives municipales³⁵, « La Tour Eiffel a 100 ans » et « La Révolution à Dijon : portraits de femmes » à la Bibliothèque municipale, plusieurs vitrines temporaires consacrées à des thèmes révolutionnaires au Musée de la Vie bourguignonne, programmation « révolutionnaire » à l'Eté musical comme à l'Estivade, ou encore la réouverture du Musée Rude³⁶. De même le

³¹. J.-F. BAZIN. *Tous ces Bourguignons qui ont changé le monde : deux siècles de révolutions dans les sciences et techniques*. Dijon : CRDP, 1989. 85 p.

³². *Le Bien Public* et *Les Dépêches*. 18, 20, 21, 24 et 25 juin 1989.

³³. Bulletin municipal. 22 mai, 26 juin et 18 décembre 1989.

³⁴. P. ORY. *Une nation pour mémoire. 1889-1939-1989 : trois jubilés révolutionnaires*. Paris : PFNSP, 1992. 280 p.

³⁵. Voir le catalogue : *Etre citoyen à Dijon pendant la Révolution*. Dijon : Ville de Dijon-Archives municipales, 1989. 117 p.

³⁶. *Dijon Notre ville*. juin 1989. n° 81 et *Dijon nuit et jour*. mai-septembre 1989. n° 4. Sur les attendus de la politique culturelle impulsée par R. Poujade, je me permets de renvoyer

spectacle conçu par Jean-Marie Sénia « l'homme est né libre » s'inscrit plus dans une logique culturelle clairement affichée que dans une perspective strictement commémorative. Jean-François Bazin, cheville ouvrière du projet, exprime clairement l'orientation choisie : « j'ai voulu donner la possibilité à un créateur d'obédience nationale de faire quelque chose pour sa ville, dans une occasion exceptionnelle. Pourquoi 89 ? Je n'ai pas honte de 89, mais j'ai surtout voulu faire un vrai spectacle dans un palais qui le méritait.³⁷ » Reste que confronté aux critiques du Front national, Robert Poujade est amené à plusieurs reprises à expliciter les enjeux de la commémoration. La Révolution demeure pour le premier magistrat de la capitale bourguignonne le moment fondateur de la France moderne, créateur des collectivités locales (municipalité et surtout le département)³⁸, incarne la naissance de la souveraineté nationale et propose une double leçon à la société d'aujourd'hui : l'exigence des droits de l'homme et le refus de la Terreur³⁹. Signe de cet intérêt, il prendra lui même la plume dans la presse locale pour évoquer la signification de la prise de la Bastille⁴⁰. Républicain et libéral, le maire de Dijon ne peut que se retrouver dans les attendus commémoratifs de cette année 1989. Mais comme le souligne le maire, le budget spécifique de 1 million de francs accordé à la commémoration du Bicentenaire par la ville demeure raisonnable⁴¹.

L'opiniâtreté de Jean-françois Bazin, adjoint au maire de Dijon et vice-président du Conseil Régional, est pour beaucoup dans la réussite des initiatives de la Région. Confrontée à l'opposition des élus du Front national, aux critiques (liées au budget de 7 millions de francs consacré au Bicentenaire par le Conseil régional) des socialistes, à l'indifférence voire la méfiance de plusieurs membres de la majorité régionale, la matérialisation de la commémoration n'allait pas de soit. Le 23 avril, un « Repas tricolore » rassemble près de 1200 élus venant de toutes les familles politiques (excepté le FN) autour des valeurs républicaines, seules susceptibles de ranimer un « esprit d'union ». Quant aux deux spectacles « L'oeil de Nicéphore » et « L'homme est né libre », au-delà des considérations culturelles déjà évoquées, ils permettent d'évoquer l'itinéraire de Bourguignons célèbres. Aussi l'impératif républicain participe dans ce cas d'une recherche identitaire : c'est d'ailleurs un important colloque sur le thème de « l'idée bourguignonne »

à P. POIRRIER. "Politique culturelle" et municipalité : un discours explicite ? L'exemple de Dijon. 1919-1989 dans J.-P. RIOUX et J.-F. SIRINELLI. (dir.). *Les Politiques culturelles municipales. Eléments pour une approche historique*. Paris : Les Cahiers de l'IHTP, 1990. p. 11-40.

³⁷. *Le Bien Public*. 22 juin 1989.

³⁸. *Le Bien Public* et *Les Dépêches*. 20 et 19 avril 1989.

³⁹. Bulletin municipal. 22 mai et 26 juin 1989.

⁴⁰. R. POUJADE. Va et tu prendras la Bastille. *Le Bien Public*. 12, 13, 15, 17 et 18 juillet 1989.

⁴¹. Bulletin municipal. 26 juin 1989. Ce chiffre ne tient pas compte des interventions habituelles des différentes institutions culturelles mais colorées par le Bicentenaire en 1989 : archive, musées, bibliothèques et festivals.

qui clôture en décembre les manifestations impulsées par la Région⁴².

Les villes de Quétigny et de Chenôve développent une pédagogie beaucoup plus volontariste mais dans deux directions différentes. Pour la municipalité de Quétigny — dirigée depuis 1984 par le « fabiusien » Hervé Vouillot —, il s'agit moins de réactiver une mémoire défaillante que d'inscrire la commémoration dans le temps présent. L'axe choisi est clairement explicité : valoriser le message de liberté et de fraternité que la Révolution a adressé au monde il y a deux siècles. Le point fort de la commémoration est alors constitué du double jumelage avec les villes de Koulikoro (Mali) et Sous (RFA). Ce choix qui associe les rapports nord/sud dans une perspective européenne se retrouve tout au long de l'année : lors de la plantation de l'arbre de la liberté des représentants des communautés laotienne, magrébine et malienne de la ville lissent les articles de la Déclaration des droits de l'homme⁴³; projection en juin d'un film suivi d'un débat sur « 1789 dans les colonies » et participation le 10 juin à la fête de la fraternité organisée par SOS Racisme autour du personnage de Toussaint-Louverture à la Courneuve⁴⁴.

Le maire de Chenôve, Roland Carraz — ancien maître de conférences d'histoire moderne à l'Université de Bourgogne, spécialiste de la période révolutionnaire —, un des proches de Jean-Pierre Chevènement, souhaite, à l'occasion du Bicentenaire, revitaliser les valeurs républicaines⁴⁵. La commémoration, préparée depuis 1987 par un comité *ad hoc*, s'articule autour de trois axes : l'éducatif avec le souci d'associer les enfants des écoles, le populaire en relation avec les associations et surtout la médiation savante. C'est ce dernier point qui sera médiatisé en priorité par la municipalité. Ainsi, la plaquette « Chenôve sous la Révolution », réalisée par un étudiant du département d'histoire de l'Université de Bourgogne, sera bien reçue : plus de 3000 exemplaires vendus dès juillet⁴⁶. Le succès sera dans l'ensemble au rendez-vous : la fête scolaire « Fêtons la Carmagnole » réunit 2300 participants et près de 2500 spectateurs ; le cycle de conférences est suivi par un public total de près de 1000 personnes⁴⁷. En outre, la municipalité de Chenôve est la seule à envisager une commémoration plus large qui dépasserait la seule année 1989. Deux projets ambitieux pour l'horizon 92 ne voient cependant pas le jour : la recréation d'un bataillon des volontaires de l'an II avec des municipalités de l'axe Marseille-Paris et/puis surtout la réalisation d'un spectacle

⁴². *Bourgogne. premier et second trimestre 1989 et Autour de l'idée bourguignonne. De la province à la région et de la France à l'Europe*. Dijon : Conseil régional de Bourgogne, 1991. 282 p.

⁴³. *Les Dépêches*. 23 mars 1989.

⁴⁴. *Le Bicentenaire à Quétigny*. Dijon : Imprimerie Vidonne, 1989. n. p.

⁴⁵. R. CARRAZ. Vive la République. *Chenôve aujourd'hui*. juin 1989. n°44. (édito et publication de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen). « Relever la République » sera également un des axes privilégiés du programme de Roland Carraz pour les élections législatives de mars 1993 : défendre l'école de la République, élargir les libertés publiques, réformer les institutions, garantir la qualité des médias et faire appel au civisme pour garantir la tranquillité des citoyens.

⁴⁶. E. LEDUC. *Chenôve sous la Révolution*. Chenôve : ville de Chenôve, 1989. 48 p. Il s'agit du résumé d'un mémoire de maîtrise dirigé par D. Ligou.

⁴⁷. Archives municipales de Chenôve. (Service des affaires culturelles). Comptes rendus du Comité pour le Bicentenaire. 1987-1989.

audiovisuel (« l'an 200 de la République ») en co-production avec des villes dirigées par des maires appartenant au courant « Socialisme et République » (Belfort, Les Ulis, St. Egrève ou encore Saint Nazaire) ou membres du parti communiste (St. Denis et Aubervilliers : S. Wolikow jouant alors le rôle de médiateur). Ce dernier projet, évalué à près de 335.000 francs, est abandonné en février 1992 : la faible motivation (financière) des partenaires envisagés et un contexte politique défavorable peuvent sans doute expliquer dans une large mesure cet échec. Finalement, la commémoration du Bicentenaire de la République, avec en filigrane le refus à Maastricht, sera associée à l'inauguration d'un nouveau quartier dont les rues déclinent l'histoire de la Révolution : c'est donc sur la nouvelle Place du Bicentenaire de la Révolution et de la République — association emblématique — que sera dévoilée le 22 septembre une statue dénommée « Liberté-égalité-Fraternité », oeuvre du sculpteur Agnès Descamp. Trois stelles symbolisent les trois valeurs qui donnent sens à l'oeuvre, unies par un drapé de bronze matérialisant la flamme de la République⁴⁸.

Une contre-révolution toujours présente

Face à ces politiques plus ou moins volontaristes mises en oeuvre par les différentes collectivités locales, les opposants à la commémoration firent entendre leur voix. Plusieurs gestes iconoclastes brisent le fragile consensus : le 21 janvier 1989, un simulacre de Louis XVI est pendu sous un pont dijonnais ; mais surtout, au cours de la semaine qui précède le 14 juillet, l'arbre de la Liberté planté en mars par la municipalité dijonnaise est coupé par des inconnus, le massif de fleurs tricolores qui l'entourait arrosé de désherbant, et des slogans royalistes bombés aux abords de la Préfecture⁴⁹. Mais l'opposition la plus constante, la plus véhémente provient du Front national. Bénéficiant de trois sièges au Conseil Régional de Bourgogne depuis 1986, d'un siège au Conseil municipal de la ville de Dijon à partir des élections de mars 1989, le parti de Jean-Marie Le Pen proteste à maintes reprises contre l'opportunité de la commémoration : c'est d'ailleurs sa représentante au Conseil municipal de Dijon qui, en Côte d'Or, préside l'association du « 15 août 1989 »⁵⁰. Au Conseil Régional, le Front national, qui participe à la commission chargée d'organiser les modalités de la commémoration, multiplie les amendements visant à l'annulation des manifestations du Bicentenaire, dénonce la commémoration de ce triple « génocide » : « celui du clergé, de la noblesse et celui des Vendéens ». Face à cette Révolution « ancêtre de tous les totalitarismes modernes », le Front national réclame le retour à cette France fondée par le baptême de Clovis, construite par les Capétiens et reposant sur une société organiciste⁵¹. Dans le même esprit, *Le Bien Public* publie, sous la plume d'une simple lectrice du quotidien conservateur local, une série d'articles consacrés à « la guerre franco-française de 1789 », catalogue des « crimes » et « horreurs » perpétrés au nom des idéaux de 89, occasion de dénoncer le Bicentenaire : « macabre mise en scène » qui verra, le 14 juillet, « notre monarque François 89, flanqué de son bouffon Jack et de sa cour suivr[e] d'un air

⁴⁸. *Chenôve aujourd'hui*. novembre 1992. n° 51.

⁴⁹. *Les Dépêches*. 14 juillet 1989 et *Le Bien Public*. 15 juillet 1989.

⁵⁰. *Le Bien Public*. 31 juillet 1989.

⁵¹. Conseil Régional. Séances du 4 novembre 1988, 16 décembre 1988 et 6 janvier 1989.

olympien le spectacle.⁵²»

La « Société culturelle locale », exceptés le CLEF et Vive 89, s'inscrit en partie dans une perspective assez proche et pour le moins critique. En avril par exemple, la septième soirée de la Toison d'Or s'affiche explicitement « réactionnaire » et ceci jusqu'au menu : « potage du bocage vendéen », « croustade sauce thermidor » et en dessert un « délire du 4 août ». Rendez-vous est d'ailleurs pris pour le 21 janvier 1993...⁵³ On ne s'étonnera pas dès lors de rencontrer au cours de cette soirée modaine la présentation de l'ouvrage de Jean-Philippe Lecat. L'ancien Ministre de la Culture et de la Communication (3.4.1978/4.3.1981), historien de la Bourgogne à ses heures⁵⁴, est en effet l'auteur d'un ouvrage sur la Révolution en Bourgogne. La perspective choisie, au nom du rejet des idéologies et de la mise en avant des réalités locales (« à l'horizon de nos villages »), s'inscrit sans aucun doute dans un courant pour le moins hostile à l'épisode révolutionnaire. La quatrième de couverture explicite le projet éditorial :

« Il y a deux manières de raconter la Révolution.

De l'histoire officielle, *idéologique et parisienne* [c'est J.-P. Lecat qui souligne], on peut être lassé, singulièrement en période de commémorations.

L'idéologie d'abord, n'est point trop sûre. Les « lectures » de la grande tourmente, par Napoléon, Lamartine, Aulard, Lénine, Daudet, Mathiez, et tant d'autres...laissent une désagréable impression de manipulation. L'attention excessive au déroulement du drame dans la capitale, fausse la perspective. Une rixe dans une queue devant une boulangerie du faubourg Saint-Antoine, la trop ravissante veuve d'un banquier prussien passant d'un lit d'un député à celui d'un autre, la panique saisissant une autre nuit le « marais » de la Convention : la France changea de maîtres. Cette histoire est *exacte*, mais elle n'est pas *vraie*. »

Cette dialectique exactitude/vérité permet à l'auteur de s'inscrire explicitement dans un courant révisionniste, de se placer dans la perspective d'un jacobinisme « père de la Terreur léniniste » (sous le couvert scientifique du *Condorcet* des Badinter) et enfin de porter un jugement négatif sur une période élargie à l'Empire : « Au soir du 18 juin 1815, après vingt-trois ans de massacres, le bilan est clair : la France amputée d'une partie de

⁵². H. FEHR. La guerre franco-française de 1789. *Le Bien Public*. 1er avril, 2 juin et 3 juillet 1989. L'auteur met en avant les historiens « les plus objectifs » : F. Furet, R. Sédillot et surtout Pierre Chaunu qui « a le courage de dire qu'en France, avant la Révolution, tout n'était pas négatif, loin de là » (citation, le 3 juillet).

⁵³. *Le Bien Public*. 6, 19 et 22 avril 1989.

⁵⁴. Voir surtout les ouvrages suivant : *Quand flamboyait la Toison d'Or*. Paris : Fayard, 1982 et *Le siècle de la Toison d'Or*. Paris : Flammarion, 1986. En 1990, les éditions Fayard annoncent la publication par J.-P. Lecat d'une biographie de Saint Bernard : l'ouvrage est toujours attendu. En août 1992, J.-P. Lecat fonde une association pour commémorer Philippe Pot, mort en 1493, conseillé de Charles le Téméraire puis de Louis XI et surtout auteur d'une théorie de la souveraineté exprimée aux Etats généraux de Tours en 1484. Ne peut-on pas voir dans cette initiative une contre-commémoration révolutionnaire ?

son territoire — la Sarre Lorraine —, ruinée démographiquement, a perdu son rang de première puissance en Europe. » Le vocabulaire employé (tourmente, drame, massacres...), l'iconographie de la couverture (« La bataille de Sétif » de B. Gagnereaux, mise en scène d'un épisode de l'histoire de princes de Condé, gouverneurs héréditaires de la province, toile payée en mars 1789 par les Etats de Bourgogne) confirment l'axe historiographique choisi.

La commémoration du Bicentenaire par les pouvoirs publics est évoquée ici sous la rubrique « canular » : « Mystification plaisante (Le Robert) : la commémoration officielle du Bicentenaire de la Révolution, fidèle à la tradition universitaire, comptera bon nombre de bouffonneries. Sans doute eût-il mieux valu laisser, à chaque région, le soin de se souvenir à sa manière, du puissant mouvement qui bouleversa la France. Mais on eût rendu sensible combien il fut, selon les « pays », directement appelé, soutenu, combattu... Le mythe jacobin de l'unité et le poncif scolaire de l'unanimité n'y eurent pas résisté.⁵⁵ »

Reste que l'ouvrage, bien reçu par la critique journalistique⁵⁶ mais aussi savante locale, éditée chez le principal éditeur dijonnais — filiale de surcroît du premier quotidien cote d'orient — bénéficie d'une assez large audience⁵⁷. Mais surtout, cette vision négative de la période révolutionnaire est réactivée chaque semaine par la chronique « le plus beau de l'histoire » tenue, depuis 1984, par Jean-Philippe Lecat dans les colonnes du *Bien Public* : en 1989, près de 50 % de ces chroniques sont consacrées aux soubresauts de la période révolutionnaire, non sans égratigner au passage la volonté commémorative des pouvoirs publics⁵⁸.

La perspective choisie par le directeur des *Annales de Bourgogne*, Jean Richard, dans sa recension bibliographique, certes en des termes plus modérés, n'est guère éloignée de cette dernière : insistant sur l'apport fécond d'Auguste Cochin réactivé par François Furet, préconisant de nouvelles études sur les contre-révolutionnaires, minorant le rôle des affrontements sociaux et économiques comme facteur explicatif, il souligne le poids des spécificités locales et montre combien « l'histoire régionale aide à prendre conscience que le mouvement dont les jacobins furent les animateurs n'est pas le seul dont il faille tenir compte.⁵⁹ » Le réseau académique a également, comme le souligne son secrétaire général, « bien sacrifié à la Révolution : avec celui qui y croyait et celui qui n'y croyait

⁵⁵. J.-P. LECAT. *L'ardeur et le tourment. Images de la Révolution en Bourgogne*. Dijon : Ed. du Bien Public, 1989. 88 p.

⁵⁶. *Le Bien Public*. 15-16, et 21 avril 1989.

⁵⁷. En mars 1993, 1630 des 4110 exemplaires tirés — chiffres gracieusement communiqués par les Editions du Bien Public — auront été vendus. Compte tenu du thème de l'ouvrage et du réseau de distribution des Editions du Bien Public, on peut estimer que l'ouvrage a été essentiellement diffusé en Bourgogne.

⁵⁸. *Le Bien Public*. 25 février, 25-27 mars, 8-9 avril, 6 mai, 22 juillet, 5 août, 26 août, 9 et 30 septembre, 7, 21 et 29 octobre.

⁵⁹. J. RICHARD et M. CHAUNEY-BOUILLOT. La Révolution : moisson d'un Bicentenaire. *Annales de Bourgogne*. 1990. p. 73-94, citation p. 90. On trouvera une apologie de cette pratique historienne dans l'ouvrage récent de G. THUILLIER et J. TULARD. *Histoire locale et régionale*. Paris : PUF, 1992. 123 p.

pas »⁶⁰. Force est de reconnaître que c'est cependant ce dernier qui semble privilégié : « L'assassinat de Filsjean de Sainte-Colombe et les élections d'avril 1790 en Côte d'Or » (J. Richard), « Maurras et Barrès face à la Révolution » (J. Foyard), « L'abbé Forestier, prêtre réfractaire et curé de Notre-Dame de Dijon » (E. Renardet), « l'Académie en Révolution » (J.-P. Lecat) ou encore « le vicomte de Chastenay, défenseur de la noblesse » (H. Richard). Seul l'article de Jean-René Suratteau consacré à Lazare Carnot participe clairement de la volonté inverse⁶¹. Le réseau académique a donc au travers de ses différentes commissions participé à l'effort de médiation évoqué plus haut : seize communications consacrées à des sujets « révolutionnaires ». L'Académie des Arts, Sciences et Belles Lettres de Dijon obtient même le label de la Mission du Bicentenaire pour son prix annuel consacré en 1988 au thème suivant : « vraies et fausses solidarités »⁶².

Cette ligne de faille va rejouer en janvier 1993 dans le contexte de la commémoration de la mort de Louis XVI. L'Association de la Toison d'Or organisera une soirée requiem, à dominante culturelle — et de ce fait subventionnée par la municipalité de Dijon —, à la chapelle Saint-Bernard (lieu bien révélateur) au cours de laquelle sera lu le testament du monarque⁶³. Et au banquet républicain organisé par des enseignants du département d'histoire de l'Université (Serge Wolikow, Sophie Wahnich et surtout Jean Vigreux), l'Action française répondra par un bombage des locaux universitaires, réaffirmant la continuité monarchique (« le roi est mort, vive le roi ») et dénonçant le caractère présumé partisan du banquet : « menu tête de veau, sauce coco ». Quant à l'office religieux tenu en soirée à l'église Notre-Dame, il réunit de nombreux participants, essentiellement des royalistes (jeunes pour la plupart) et se caractérisa par l'absence (officielle) du Front national⁶⁴. Face à ce déploiement, le Mouvement de la Jeune Gauche de Côte d'Or publiera un numéro spécial de son bulletin consacré à la mort du roi. Vilipendant toute tentative de réhabilitation, ces jeunes socialistes insisteront sur la portée de la commémoration : moins la mort de Louis XVI mais davantage la victoire de la République⁶⁵. Quant à Jean-François Bazin, il se contentera d'une approche strictement historique en évoquant le rôle des députés bourguignons lors du débat sur la mort du roi :

⁶⁰. M. CHAUNEY-BOUILLOT. L'Académie en 1989. *Mémoires de l'Académie des Arts, Sciences et Belles-Lettres de Dijon*. 1990. t. 129. p. 17-21, citation p. 17.

⁶¹. J.-R. SURATTEAU. Lazare Carnot en Bourgogne ou comment on devient révolutionnaire?. *Annales de Bourgogne*. 1990. p. 48-61. (texte d'une conférence prononcée à Marsannay-la-Côte le 13 novembre 1989). Les communications présentées dans le cadre des commissions « Linguistique et folklore » et « héraldique et numismatique », liées à des sujets plus techniques (faïences révolutionnaires, prénoms, monnaies et médailles révolutionnaires), sont plus difficilement classables.

⁶². Le prix sera attribué à Jean Duvignaud pour son ouvrage *La Solidarité : liens de sang et liens de raison* publié chez Fayard en 1986. Membre du jury, Pierre Blondeau, correspondant local de la Mission, sera ensuite admis comme membre associé de l'Académie des Arts, Sciences et Belles Lettres de Dijon.

⁶³. *Le Bien Public*. 21 janvier 1993.

⁶⁴. Commémoration de la mort de Louis XVI : « une certaine idée de la France ». *Le Bien Public*. 22 janvier 1993.

⁶⁵. Tête de Veau. 1793-1993. *En Mouvement*. n° spécial. 21 janvier 1993. 2 p.

« la Bourgogne est donc régicide »⁶⁶.

Pour conclure, je retiendrai cinq points :

- 1/le rôle effacé, voire inexistant, de la Mission locale.
- 2/le rôle actif de l'Université (de certains universitaires : Pierre Lévêque et Jean Bart) comme médiateurs.
- 3/ l'inscription, pour le meilleur et pour le pire, de la commémoration au sein des « politiques culturelles » des collectivités locales : l'usage instrumental (affiché ou non) n'est jamais bien loin.
- 4/la fragilité, certes essentiellement liée aux structures du paysage politique local, du réseau associatif : CLEF 89 ou Vive 89.
- 5/la permanence, voire la résurgence, d'un discours contre-révolutionnaire ; discours bénéficiant de vecteurs de diffusions non négligeables.

De surcroît, tous les acteurs s'accordent pour souligner la faible postérité de la commémoration de 1989 : la municipalité de Chenôve, et non sans difficultés, fait ici exception. Au total, le Bicentenaire dans l'agglomération dijonnaise semble avoir rencontré un succès institutionnel et public indéniable malgré la permanence d'une opposition déclarée. Trois caractéristiques doivent être soulignées : un Bicentenaire non revendicatif, assez peu tourné vers la revitalisation d'une mémoire ancrée localement — situation différente de la Vendée étudiée par J.-C. Martin —, malgré une diffusion de la mémoire savante mais dans une perspective surtout patrimoniale. Dès lors, la commémoration s'inscrit ici dans une logique essentiellement culturelle : un Bicentenaire de l'immédiat, incarné dans le temps présent (celui de 1989), aujourd'hui déjà bien oublié...

Philippe Poirrier

⁶⁶. La Bourgogne et la mort de Louis XVI. *La Lettre de Bourgogne*. 19 janvier 1993. n° 856. p. 9-10.